

Menaces sur le futur

N.D.L.R. - Sous le titre "Point de vue : LA FRANCE ET LA CULTURE SCIENTIFIQUE", Le Monde daté 16 décembre 1987 a publié l'article "Menaces sur le futur" de notre ami et président d'honneur Jean-Claude Pecker. Le Monde rappelait que Jean-Claude Pecker venait de démissionner de la présidence du programme "Culture scientifique et technique" qui avait été lancé il y a plusieurs années par le ministère de la recherche. Cet article explique la raison de son geste et l'importance de la culture scientifique en France. Nous remercions Le Monde de nous avoir aimablement autorisés à reproduire cet article.

Parler de culture n'est pas si simple. Fait-on référence à "ce qui reste quand on a tout oublié" (Edouard Herriot) ? A ce qui reste d'un passé où se sont formées notre civilisation, notre langue et ses oeuvres ? A ce qui a fait ce que nous sommes ? Dans une certaine mesure, une culture se nourrit de sa diversité, de ses originalités, de son particularisme. Propre aux uns ou aux autres, elle est française ou francophone ; basque ou corse, occidentale ou orientale. Par une meilleure connaissance de sa propre culture et des autres, on vise à construire, dans la compréhension mutuelle, un monde où les valeurs spirituelles, mieux communiquées, instaurent un climat de confiance, de paix et d'harmonie, ce dont nous avons tous le plus grand besoin.

Et puis, il y a la culture universelle, somme de ce que l'homme, au cours des siècles et sur la Terre entière, a accumulé dans son devenir permanent, somme de toutes les cultures, dans ce qu'elles ont de non contradictoires ; une somme de connaissances, aussi, qui fait que tous, sur Terre, nous savons nous servir des roues ou des charrues, des automobiles ou de l'électricité, des vaccins ou des engrais, dans un échange universel de connaissances et de pouvoirs sur la nature, dans la mesure où les techniques se répandent. Cette culture-là confère une maîtrise commune sur le réel, facilement transmissible - la science et la technique sont celles de tous, - elle n'a plus d'adjectif particularisant. C'est la culture des pouvoirs de l'homme, celle qui fait l'avenir, celle qui - langage commun entre tous - pourrait être le lien le plus efficace entre les peuples.

Comment affronterons-nous cet avenir où les robots seront légion, où les techniques les plus pointues mettront les pays industrialisés à la tête de toutes les puissances, tout comme à la merci des abus des docteurs Folamour ? Comment la France entend-elle répondre aux grands espoirs et aux grandes craintes de demain ?

Chez nous, les affaires marchent bien, trop bien peut-être, conduites par le sentiment égoïste des intérêts particuliers. Le budget de 1988 est presque un budget sans impôts (en tout cas pour ceux qui ont de l'argent), et les industries prospèrent ; à courte échéance, tout semble rose. Mais l'avenir lointain ne dépend pas du succès plus ou moins grand des privatisations ni des bénéfices des grosses entreprises. Il dépend d'abord de ce que deviendra notre jeunesse. Il dépend de l'esprit avec lequel celle-ci abordera les nouveaux rivages. En gens soucieux de faire plus de bénéfices, de faire fortune, même sur le dos des autres ? Ou en gens soucieux de l'ensemble du destin solidaire de l'humanité, conscients de l'inévitable unité du vaisseau Terre, qui entraîne sans distinction nantis et miséreux, Blancs, Noirs et Jaunes, industriels et non-développés ? Les jeunes Français seront-ils réellement conscients du monde physique, biologique et humain dans lequel ils vivront ou ne s'intéresseront-ils qu'au Dow Jones ?

Il est impératif qu'ils soient formés à l'enthousiasme créateur, loin des intérêts mesquins à courte vue. Mais qui les formera ?

La culture scientifique et technique doit s'acquérir dès l'école. Mais aujourd'hui les maîtres sont très seuls dans une société qui a du mal à considérer leur tâche comme essentielle, trop peu convaincue qu'elle est de la nécessité de toute culture. De plus l'école peut donner une méthodologie, préparer les esprits, mais elle ne peut plus y suffire. Les progrès

de la connaissance scientifique sont trop rapides et leurs applications trop difficiles à prévoir.

Pourtant, c'est ce côté rapide et imprévisible qui lui donne le caractère d'un absolu besoin de société. Nos gouvernants auront à prendre des décisions concernant le nucléaire, la destruction de la couche d'ozone, la dissémination de l'information, le danger de telle ou telle pollution, les opérations génétiques. Problèmes d'éthique certes, mais aussi (et surtout) de connaissance. L'homme de demain devra savoir comprendre pour pouvoir maîtriser. Or, on en est loin, très loin, de plus en plus loin.

Diverses entreprises de diffusion de la culture scientifique et technique se sont développées dans ce pays, souvent avec plus de lenteur et de timidité qu'ailleurs, mais par des opérations qui auraient pu montrer la voie. Modèle en son genre, le Palais de la Découverte imaginé par Jean Perrin, prix Nobel de physique et homme engagé, conscient de ses responsabilités. Installé dans des locaux trop exigus, avec des budgets ridicules et un personnel compétent mais démuné, le Palais continue de nos jours à jouer efficacement son rôle.

Au cours des années 70, La Villette et sa cinquantaine d'hectares furent, par volonté gouvernementale, voués à la compléter par 100 000 mètres carrés de sciences et de techniques ouvertes à tous. La première tranche du programme initial, la Cité des sciences et de l'industrie (CSI) fonctionne, mais difficilement : là aussi, le budget de fonctionnement ne suit pas l'effort initial d'investissement ; et les compléments nécessaires (voies nouvelles d'accès par exemple) sont retardés. Sine die ?

Paris, c'est Paris, mais ce n'est pas la France. En 1984, un programme national est lancé : constituer un réseau de centres régionaux pour encourager les initiatives locales et relayer les efforts parisiens (expositions itinérantes ou moyens audiovisuels dont la réalisation peut relever de la vocation de la CSI). Mais les centres créés licencient du personnel ; si les autorités locales et régionales les aident parfois (pas toujours !), les postes d'animateurs mis à leur disposition par le ministre de l'éducation nationale ou celui de la culture sont de moins en moins nombreux. Les initiatives sont ainsi fortement découragées.

Pourtant, un Conseil national de la culture scientifique et technique, créé avant mars 1986 (est-il besoin de le préciser ?), a défini une politique claire et insisté auprès des autorités de tutelle (ministères chargés de la recherche, de l'éducation nationale, de la culture) sur l'importance de l'enjeu politique et économique en la matière. Il a également précisé les conditions d'efficacité de son programme : ouverture dans toutes les régions à toutes les composantes de la population ; ouverture sur une science non figée à tel instant d'un présent éphémère, mais sur une science qui vit, sur des idées qui naissent, sur la technique en devenir. Cette politique implique dans sa totalité les collectivités scientifique et industrielle. Des pratiques culturelles nouvelles sont nécessaires pour faire face à une évolution rapide : l'adaptation à des besoins en rapide mutation, à des publics très divers, à une parfaite diffusion sur le territoire, bref à la vie, doit être constante. L'audace doit être favorisée, puis évaluée. Et pour cela une politique d'envergure, dont les engagements financiers soient stables et portent sur plusieurs années, est une nécessité. L'Etat doit se montrer explicitement volontariste, favorisant une large diffusion des idées et des techniques, stimulant la compréhension, préparant le public à intégrer le tout dans sa vie quotidienne ; sa politique ne doit pas faire de la culture scientifique et technique une sorte de ghetto réservé à des initiés. Il doit l'intégrer à une politique culturelle générale ambitieuse.

Rien n'est plus urgent que l'avenir

C'est dans cet esprit que le Conseil national-
que j'ai eu l'honneur de présider par délégations successives de MM. Curien et Devaquet - a poursuivi ses travaux, conscient de ce que cet enjeu transcende toute politique au jour le jour de même que toute division entre la droite et la gauche, conscient aussi du besoin d'une politique culturelle capable de permettre à la France d'entrer avec confiance dans le XXI ème siècle, et d'y faire bonne figure.

Parce que je vois s'enliser les efforts poursuivis, je ne désire plus assumer l'absence d'activité de ce Conseil paralysé : manque de directives gouvernementales, budgets trop serrés et systèmes de gestion trop lourds; M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, a reçu de ma part une lettre dans ce sens.

La politique actuelle me semble lourde de menaces : au jour le jour, on règle la rentrée scolaire ou l'on répond à des étudiants en médecine en grève... De tout cela, l'avenir semble dramatiquement absent.

Sans doute pense-t-on que ce problème, concernant l'an 2000, n'a pas le caractère d'urgence qui imposerait des décisions rapides. Mais ne voit-on pas que ce silence n'a que des effets désastreux ? Le respect public pour la fonction enseignante et pour la recherche n'est pas entretenu. De ce fait, ne voit-on pas que s'usent les bonnes volontés, que se découragent chercheurs et enseignants encore trop rares à diffuser les éléments de leur culture, qu'on empêche par là même de nouveaux animateurs de se joindre à eux ? Il n'y a rien de plus urgent que l'avenir ! Le drame, c'est qu'on ne peut parler de culture scientifique en termes de profit et que l'avenir de la nation ne se privatise pas ...

La culture scientifique doit permettre aux industries privées françaises de se développer ; à elles de le comprendre et d'aider les organismes concernés, estime-t-on dans les sphères gouvernementales. Certes, le principe est sain, mais il ne faut pas se faire d'illusions : on ne mesurera jamais l'aide fournie aux disciplines fondamentales et à leur diffusion en termes de rendement immédiat. Les industriels réserveront leur aide aux branches intéressant directement leur domaine de développement. Et dans vingt ou cinquante ans notre pays souffrira de cette politique à courte vue.

Sur ce chapitre, la démission de nos gouvernants, plus soucieux d'équilibres budgétaires ou de stabilité politique, est grave, qui refuse de reconnaître le caractère de service public nécessaire à la diffusion de la culture scientifique et technique dans son ensemble, sans rentabilité immédiate et pour jouer l'avenir. L'horizon électoral serait-il le seul qu'il faille regarder ? N'y a-t-il pas, au-delà, des siècles auxquels il faut se préparer ?

Certes, je le répète, pour certains, les affaires vont bien et la télévision sourit chaque jour par les dents blanches de nos commentateurs préférés. Mais ne sommes-nous pas en train, tels les empereurs romains qui ne voulaient pas voir l'avenir, de distribuer au peuple du pain et des jeux du cirque supposés maintenir le calme et susceptibles d'éviter à tout prix que l'on se mette à réfléchir ?

Jean-Claude Pecker

Professeur au Collège de France